



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 231
(Privé)

Loi modifiant la Loi concernant les maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec

Présentation

**Présenté par
Madame Louise Harel
Député de Maisonneuve**

**Éditeur officiel du Québec
1986**

Projet de loi 231

(Privé)

Loi modifiant la Loi concernant les maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec

ATTENDU que la Corporation des maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec désire accueillir parmi ses membres les maîtres entrepreneurs en climatisation et, à cette fin, modifier sa loi constitutive;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Le titre de la Loi concernant les maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec (1963-1964, chapitre 103) est remplacé par le suivant:

«Loi sur les maîtres entrepreneurs en réfrigération
et en climatisation du Québec».

2. L'article 1 de cette loi est modifié par le remplacement des expressions «Corporation des maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec» et «Corporation of Master Refrigeration Contractors of Quebec» par les expressions «Corporation des maîtres entrepreneurs en réfrigération et en climatisation du Québec» et «Corporation of Master Refrigeration and Master Air-conditioning Contractors of Québec».

3. L'article 2 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**2.** «Maîtres entrepreneurs en réfrigération», au sens de la présente loi, désigne toute personne qui, moyennant paiement, prend à son compte des travaux d'installation, d'entretien, de réparation ou de réfection de tout système de réfrigération destiné notamment à refroidir, liquéfier ou solidifier des matières.

«**2.1** «Maîtres entrepreneurs en climatisation», au sens de la présente loi, désigne toute personne qui, moyennant paiement, prend à son compte des travaux d'installation, d'entretien, de réparation ou de réfection de tout système de climatisation destiné notamment à contrôler les variables de l'air. ».

4. L'article 10 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

5. L'article 12 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**12.** Nul ne peut porter le titre de «maître entrepreneur en réfrigération» ou de «maître entrepreneur en climatisation» ou une abréviation de ces titres, s'il n'est membre en règle de la corporation. ».

6. Les articles 13 et 14 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**13.** Quiconque contrevient à l'article 12 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 100 \$ à 500 \$ et, en cas de récidive dans les deux ans, d'une amende de 500 \$ à 2 000 \$.

«**14.** Les poursuites pénales prises en vertu de la présente loi sont intentées suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15).

Les amendes imposées par la présente loi appartiennent à la corporation. ».

7. L'article 16 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, de la référence à la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie par la référence à la Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie (L.R.Q., chapitre M-4).

8. L'article 17 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot «réfrigération», des mots «ou de climatisation».

9. La présente loi entre en vigueur le (*inscrire ici la date de la sanction de la présente loi*).